



**Convention internationale
sur la protection des droits
de tous les travailleurs
migrants et des membres
de leur famille**

Distr. générale
18 septembre 2012

Original: français

**Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs
migrants et des membres de leur famille**

Dix-septième session

Compte rendu analytique de la deuxième partie (publique)* de la 212^e séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 14 septembre 2012, à 10 heures

Président: M. El Jamri

Sommaire

Questions d'organisation

Clôture de la session

* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la première partie (privée) de la séance.

** Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la 211^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La deuxième partie (publique) de la séance commence à 12 h 55.

Questions d'organisation

1. **Le Président** remercie tous les membres du Comité de leur participation et de leur implication, grâce auxquelles le Comité a pu atteindre tous les objectifs qu'il s'était fixés pour sa dix-septième session qui a été notamment consacrée à l'examen du rapport périodique de la Bosnie-Herzégovine et le Rwanda (CMW/C/BIH/2; CMW/C/RWA/1) et à l'adoption des observations finales y relatives.
2. Le Comité a également adopté une déclaration dans laquelle il se félicite du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le renforcement des organes conventionnels (A/66/860) et rappelle qu'il est partie prenante à toutes les propositions qui y sont faites, dont certaines sont, depuis quelque temps déjà, mises en œuvre au sein du Comité. Dans le droit fil de ses nouvelles méthodes de travail, le Comité a adopté une décision qu'il adressera, en 2013, à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, dans laquelle il lui demande l'autorisation de se réunir en deux sessions annuelles de deux semaines afin d'examiner la situation d'au moins neuf États par an, en précisant qu'il a pris bonne note des implications financières découlant de sa demande.
3. Le Comité a aussi adopté une communication sur les Directives d'Addis-Abeba relatives à l'indépendance et à l'impartialité des membres des organes conventionnels, dans laquelle il se félicite de leur approbation par la réunion des Présidents des organes conventionnels et rappelle que l'article 72 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dispose que le Comité est composé d'experts «d'une haute intégrité, impartiaux et dont les compétences sont reconnues dans le domaine couvert par la Convention». Ces Directives seront examinées à la dix-huitième session du Comité afin d'être intégrées à son Règlement intérieur.
4. Le Comité a par ailleurs poursuivi sa discussion sur l'Observation générale n° 2 sur les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière et des membres de leur famille, fruit de la journée de débat général tenue à la quinzième session du Comité, en septembre 2011, avec la participation de représentants de l'OIT et de fonctionnaires de la Division de la recherche et du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le Comité a tenu une réunion avec 18 États parties à la Convention au cours de laquelle il leur a présenté son calendrier et ses nouvelles méthodes de travail, en particulier le système d'établissement de la liste des points à traiter avant la présentation du rapport et la procédure d'examen en l'absence de rapport. Au cours de cette réunion, les États se sont engagés à soutenir l'action du Comité, qui a insisté sur le fait que les États parties devaient promouvoir la ratification de la Convention dans leur région, ainsi qu'auprès des pays avec lesquels ils avaient des relations en matière de migrations.
5. Le Comité a tenu une réunion avec la Confédération syndicale internationale (CSI) au cours de laquelle celle-ci a fait part de ses inquiétudes liées à la situation des travailleurs migrants au Qatar, notamment ceux qui participent à la construction des équipements dans l'optique de la coupe du monde de football de 2022. Il a également été question de l'établissement d'une plate-forme syndicale permanente accompagnant les travaux du Comité, à l'image de la plate-forme des organisations non gouvernementales (ONG).
6. En marge de la dix-septième session, le Bureau du Comité a tenu deux réunions destinées à améliorer l'efficacité des débats et à mieux les orienter. L'objectif est de mieux structurer les séances du Comité, par exemple en les faisant précéder de réunions où les experts seraient regroupés par région ou par groupe linguistique, à compter de la dix-huitième session. Par ailleurs, le Président a participé, jeudi 13 septembre, par visioconférence, au Forum de la société civile africaine sur la migration, le développement

et les droits de l'homme, qui s'est tenu à Accra, les 12 et 13 septembre 2012, en vue de préparer le Forum mondial sur la migration et le développement, qui se déroulera à Maurice, en novembre 2012.

7. La dix-huitième session du Comité se tiendra du 15 au 26 avril 2012. Elle sera consacrée à l'examen des deuxièmes rapports périodiques de la Colombie (CMW/C/COL/2), de la Bolivie (CMW/C/BOL/2) et de l'Azerbaïdjan (CMW/C/AZE/2), à l'établissement de la liste des points à traiter concernant le rapport initial du Maroc (CMW/C/MAR/1), à l'examen de la situation en Uruguay, au Belize et au Ghana en l'absence de rapport initial, et à l'établissement de la liste des points à traiter avant la présentation du rapport de Sri Lanka. Le Comité tiendra une journée de débat général sur les statistiques qui servent à l'élaboration des politiques migratoires, en vue de sensibiliser les États à cette question et de déterminer les outils dont ils ont besoin pour élaborer ce type de statistiques.

Clôture de la session

8. Après un échange de félicitations et de remerciements, **le Président** prononce la clôture de la dix-septième session.

La séance est levée à 13 h 5.